

## LA PETITE MUSIQUE DU DECLIN

Michel Husson

Membre de la Fondation Copernic et du Conseil scientifique d'Attac <http://hussonet.free.fr>

Politis n°769, 2 octobre 2003

Avec *La France qui tombe* (ce titre !), Nicolas Baverez a réalisé un coup éditorial, en réussissant à se répandre dans tous les médias. Le discours sur le « déclin national » est un genre littéraire comme un autre et chacun est libre de s'exprimer. Mais on a aussi le droit de discuter les arguments. Or, la démonstration de Baverez est un florilège des erreurs les plus classiques en matière de comparaison internationale. Quelques exemples : la productivité a ralenti en France mais c'est vrai de tous les pays européens, et cet enrichissement de la croissance en emplois a permis, au moins transitoirement, de faire baisser le taux de chômage. La France n'est pas, malheureusement, le seul pays développé à avoir dépassé les 9% de chômage (à moins de classer l'Espagne dans le Tiers Monde) et on ne voit d'ailleurs pas comment cette mauvaise performance pourrait être présentée comme la conséquence directe du ralentissement de la productivité. Il est faux de dire que « la plupart des pays de l'Union affichent des performances supérieures », et c'est facile à montrer : en prenant 1970 comme base 100, le PIB est en 2003 à l'indice 221 pour l'ensemble de l'Union européenne, et à 220 pour la France.

Mais Baverez veut prouver à tout prix, et sa mauvaise foi est sans borne. La France investit beaucoup à l'étranger, et Baverez y voit la preuve de la « marginalisation de la place de la France ». Il y a eu beaucoup de faillites au premier semestre et cela suffit à Baverez pour parler de « désertification des entreprises ».

Cette démonstration approximative se dispense évidemment de discuter de ce qui va à l'encontre de la thèse. Par exemple, comment un pays « qui tombe » a-t-il pu créer 1,8 millions d'emplois entre 1997 et 2001 ? Jamais la France n'avait créé autant d'emplois, et c'est là un bien curieux « malthusianisme ». Autre bizarrerie : cette performance a coïncidé avec le passage aux 35 heures qui aurait, selon Baverez, « ruiné l'industrie et désorganisé les services publics ». Curieuse ruine de l'industrie qui s'accompagne d'une stabilisation de ses effectifs. Quant aux 35 heures, Baverez nous apprend qu'elles ont augmenté de 17 % les coûts salariaux, en oubliant allègrement les gains de productivité horaire acquis par intensification du travail. Mais, après tout, l'emploi a augmenté de 13 % dans le même temps, alors vive la hausse du coût du travail !

Bref, tout ce que dit Baverez est faux, ou bien ne s'applique pas spécifiquement à la France. A quelques exceptions près, les tares qu'il dénonce (du chômage à l'insuffisance de la recherche) pèsent sur le modèle européen, même s'il a évidemment besoin d'en faire des spécificités françaises. Ainsi il adresse une critique de fond à l'Europe, qui aurait fait le choix « d'une croissance molle et du chômage de masse pour éviter la réforme des Etats-providence ». Mais ce diagnostic n'est pas très différent de celui qui est établi au sujet de la France : celle-ci chercherait à combiner « une modernisation accélérée du secteur privé » (mais qui n'aurait donc pas suffi à empêcher la « ruine de l'industrie ») et l'installation du secteur public « dans une bulle protectrice coupée de toute contrainte de compétitivité ».

Cette valse-hésitation sur la nation et l'Europe conduit à des préconisations encore plus floues que leurs incertaines prémisses. Baverez appelle de ses vœux une « thérapie de choc » qui nécessiterait « une prise de conscience des citoyens, un projet global et cohérent de modernisation, un homme et des équipes pour le porter ». Nous voilà bien avancés ! Si on essaie d'y voir plus clair, le projet de Baverez revient au fond à réaliser une brutale contre-réforme d'inspiration néo-libérale, qui rendrait possible le « maintien d'une base productive nationale dans l'économie ouverte ». Mais c'est un objectif impossible que celui que se fixe ce redoutable « national-libéralisme ». Cependant, toutes ces incohérences ne feront pas obstacle au succès de librairie, parce que ce discours entre en phase avec la profonde crise d'orientation du gouvernement actuel. Mais, plutôt que de suivre Baverez dans cette impasse nauséabonde, il serait plus utile de repenser de fond en comble les modalités de la construction européenne et d'en finir avec la régression sociale qu'elle impose un peu partout ... et pas seulement en France.